



Déclaration FSU

CHSCT-D du 30 juin 2020

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les membres

du Comité Hygiène, Sécurité et Condition de Travail d'Eure-et-Loir,

Ce dernier CHSCT de l'année a pour un des points à l'ordre du jour le bilan de l'année.

La période que nous venons de vivre nous a tous chamboulés personnellement, professionnellement, émotionnellement.

Tout d'abord la surprise, voire la sidération face à la fermeture des écoles réalisée dans l'impréparation la plus complète : nous n'étions pas prêts ! Comment certains ont-ils pu prétendre le contraire ? Livrés à nous-mêmes sans matériel, sans consigne, avec des outils dysfonctionnant, dans un contexte sanitaire anxiogène et devant pour autant déjà répondre à des injonctions télévisuelles nous affirmant le contraire. Néanmoins nous avons fait face, nous avons relevé nos manches : accueil des enfants des personnels prioritaires, mise en place de contacts avec nos élèves et leurs familles, essayant sans relâche de maintenir le lien scolaire qui fonde notre métier. Le sentiment d'approximation nous a souvent accompagnés mais comment faire Ecole à distance, comment faire Ecole sans école, comment faire Ecole sans le groupe, les échanges, les interactions ?

Puis est venue la période dite de « la réouverture progressive des écoles et des établissements ». Là encore les sentiments se mélangent. La peur face à ce virus encore bien mal connu : peur pour nous, pour les nôtres, pour nos élèves. La satisfaction de retrouver notre « cadre habituel de travail ». Pas si habituel pourtant : certains de nos collègues ne pouvant reprendre, nos classes ne pouvant accueillir tous nos élèves dans un cadre sanitaire indispensable, ce cadre sanitaire nous obligeant à exiger de nos élèves des attitudes contraires à nos principes et à nos méthodes pédagogiques. Avons-nous besoin de rappeler que là encore, nous étions seuls face à un Ministre ignorant des réalités du terrain, uniquement centré sur sa communication télévisuelle ? Seuls face à un Ministre théorisant sur l'illusion de l'efficacité du numérique et du distanciel, allant même jusqu'à envisager une pérennité à ces dispositifs ! Là encore, nous étions là : travaillant avec les municipalités (pas toujours facile), contactant les familles, redoublant de sondage (dans l'attente du fameux protocole), faisant et défaisant des groupes, plaçant et déplaçant tables et chaises, masqués, les mains bien propres, essayant sans relâche de faire entrer un rond dans un carré ... « Seuls » n'est pas le bon mot : nous étions lâchés par notre administration centrale nationale, mais nous n'étions pas seuls. Nous étions des équipes au travail. Il ne s'agit pas là de remettre en cause la tâche centrale de tous les directeurs et directrices d'écoles et chefs d'établissements, mais il est sûr aujourd'hui que c'est le collectif de travail qui a permis de réussir cette « réouverture progressive des écoles et établissements ». Nous avons fait la preuve, s'il en fallait une, qu'il n'y a pas besoin d'un statut hiérarchique pour s'organiser collectivement dans le premier degré.

Et puis est venue la colère. La colère face au mépris distillé par notre ministre tout au long de la

période, la colère face aux annonces télévisuelles diverses et variées, la colère face aux protocoles changeant et arrivant moins de 48h ouvrées avant la réouverture de l'école à tous, la colère face aux attaques en règle de notre professionnalisme, la colère face à la nouvelle unité de mesure inventée par notre ministre (1m ou moins...).

Ne nous y trompons pas, ce Ministère a failli tout au long de la gestion de cette période, mais pas uniquement du fait de son impréparation ou de sa précipitation. Ces actes correspondent bel et bien à une volonté : affaiblir ! Affaiblir l'organisation collective de notre profession en bafouant le paritarisme ! Affaiblir l'éducation Nationale en renvoyant aussi souvent que possible les décisions au niveau local avec la volonté, à peine masquée, de décentraliser tout ou partie de notre fonctionnement, livrant ainsi l'école aux volontés politiques locales ! Affaiblir les professionnels que nous sommes en ne nous reconnaissant pas : ni sur nos carrières, ni sur nos rémunérations, ni sur nos formations, ni sur nos conditions de travail ! Affaiblir, en un mot, le Service Public d'Education pour pouvoir mieux le livrer aux services marchands !

Tout au long de cette période, dans le département, la FSU a travaillé avec vous pour informer, exiger, contrer au quotidien les dysfonctionnements et la tâche a été rude. Nationalement ce travail a également été mené, face à un Ministère qui confond injonction et négociation.

Aujourd'hui, nous devons également aborder l'organisation de la rentrée prochaine.

Celle-ci doit pouvoir se réaliser le plus sereinement possible. Une information claire, lisible et non remise en question toutes les 48 h doit parvenir à tous les personnels. Oui à tous les personnels ! N'oublions pas les AESH ! Celles-ci sont trop souvent oubliées des communications de notre administration, alors que leurs missions sont devenues incontournables pour réussir l'école inclusive.

Une reprise sereine nécessite préparation, anticipation et organisation. Nous ne pouvons pas envisager de revivre le contraire ! C'est de temps et de moyens dont nous avons besoin :

- du temps de concertation, de réflexion, de préparation en équipe,
- d'enseignants formés en nombre pour accueillir sereinement nos élèves,
- des locaux adaptés au protocole sanitaire.

Ce n'est pas sans inquiétude que les personnels des écoles et établissements qui vont fermer leurs portes dans quelques jours, abordent les vacances. Nous sommes le 30 juin et toujours aucune réponse à ces questionnements. La rentrée ne peut se préparer à la dernière minute ! C'est nier une nouvelle fois notre professionnalisme et notre engagement pour nos élèves.

Pour finir, on peut se féliciter nous-mêmes d'avoir traverser cette période sans baisser les bras ! Bravo les enseignants, les AESH et tous les personnels de l'Education Nationale !